La République argentine en 2030

Territoire

Située au sud de l'Amérique Latine, l'Argentine possède une surface de 2,78 millions km². Sa capitale, Buenos Aires, reste la ville la plus peuplée du pays (16,5 millions d'habitants), loin devant les villes de Cordoba, Rosario et Mendoza.

Démographie et développement

L'Argentine a une population de 48 millions d'habitants, ce qui est environ deux millions de plus qu'en 2024. L'année 2030 marque la fin d'une majorité démographique « jeune » en Argentine. Le pays avance vers une économie vieillissante comme certains pays de l'UE et le Japon. 30ème puissance économique, l'Argentine atteint un PIB de €1.66 trillions en 2030. Pourtant, le taux d'inflation du pays est très important (120%) et depuis la réforme des salaires de Javier Milei de 2025, supprimant le salaire minimum, la situation économique d'une grande partie des Argentins est atroce. Celle-ci évolue tout de même positivement depuis les dernières élections de 2027, remportées par une coalition de centre-gauche. Le salaire mensuel moyen depuis 2029 est d'à peu près 900 €.

Régime politique et relations internationales

La République argentine a vécu d'importants changements politiques ces six dernières années. Javier Milei, ultralibéral d'extrême droite et élu en 2023 a complètement remodelé l'Argentine en privatisant les services publics, supprimant les aides sociales et en restreignant le droit à manifester.

Aux élections de 2027, suite à la proposition de loi du parti en place visant à autoriser à la police l'utilisation de toute arme, même fatale, lors de manifestations, provoquant une fureur trans-partisane, une coalition de la gauche et du centre prend le pouvoir. Le nouveau gouvernement, mené par Sergio Massa, prône une politique sociale-libérale. Il est tout de même fortement critiqué pour son inaction face à l'inflation et la pauvreté grandissante

Les pays alliés de l'Argentine en 2030 sont surtout ceux du MERCOSUR (marché commun du Sud), espace de libreéchange des biens et services en Amérique latine regroupant le Brésil, le Paraguay, l'Uruguay et l'Argentine. Avant principale alliée sud-américaine des Etats-Unis lors du mandat de Milei, l'Argentine ne se positionne plus automatiquement avec ceux-ci, surtout en matière d'affaires étrangères où elle prône la non-ingérence contrairement à l'interventionnisme américain.

Lois et décisions majeures depuis 2024

En 2024, le présidant sortant Javier Milei reconnait Jérusalem comme capitale de l'Etat d'Israël, allant à l'encontre du droit international, le positionnant comme un allié clé à Israël en Amérique du Sud. Cette décision est fortement contestée et le rend encore plus impopulaire.

En 2025, Milei autorise la fonte artificielle de 10% des glaciers en Patagonie afin de faciliter le minage d'or sous-glaciaire. Cela a des effets absolument catastrophiques pour l'environnement.

En 2027, une crise nationale de l'accès à l'eau, principalement causée par la fonte des glaciers, oblige le nouveau gouvernement à abroger la loi des fontes glacières. La nouvelle coalition menée par Massa essaie aussi d'atteindre ses objectifs de neutralité carbonique, même si fortement désavantagée par l'ancien président.

En 2029, l'Argentine n'est toujours pas prête à atteindre ses objectifs de développement durable pour 2030, ses projets presque complètement abandonnés lors du mandat de Milei. 2030 est une année de remise en question et de projection vers les prochains ODD de 2045. Le pays sera-t-il capable de rattraper son immense retard ?

En 2030, l'Argentine participe à la Conférence organisée par la Colombie.

Avancées

Bien que lourdement affectée par l'ancien gouvernement, le nouveau président Sergio Massa met en place plusieurs projets nationaux de refinancement de l'écoagriculture, des services sociaux et de l'énergie renouvelable. L'Argentine avance, même si trop lentement, vers la neutralité carbonique.